

AMÉRIQUES

BRÉSIL⁵³

Affiliés de l'IE

- CNTE** *Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação*
44 organisations affiliées, représentant 1 036 600 membres dans l'éducation publique primaire et secondaire
- PROIFES** *Federação de Sindicatos de Professores de Instituições Federais de Ensino Superior*
- CONTEE** *Confederação Nacional dos Trabalhadores em Estabelecimentos de Ensino*

Ratifications

- C 98 Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949), ratifiée en 1952
- C100 Convention sur l'égalité de rémunération (1951), ratifiée en 1957
- C111 Convention concernant la discrimination (emploi et profession) (1958), ratifiée en 1965
- C144 Convention sur les consultations tripartites (1976), ratifiée en 1994
- C151 Convention sur les relations de travail dans la fonction publique (1978), ratifiée en 2010
- C154 Convention sur la négociation collective (1981), ratifiée en 1992

Principaux investissements dans l'éducation publique

La *Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação* (CNTE) du Brésil fait campagne en faveur d'une éducation publique de qualité pour tous depuis la 1^{re} Conférence mondiale sur l'éducation pour tous en 1990. Le Brésil a adopté un plan décennal sur l'éducation pour tous (1993-2000) et s'est fermement engagé à atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle. Par le biais d'une série de programmes centralisés et décentralisés, d'investissements considérables et d'une grande mobilisation de la société civile, les taux d'inscription dans le primaire ont spectaculairement augmenté, notamment dans les Etats les plus pauvres, et avaient atteint 96% en 1999.

En 2007, le gouvernement brésilien a institué un nouveau fonds, le FUNDEB, afin de garantir le financement public depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement moyen. En 2009, un pas supplémentaire a été franchi en modifiant la Constitution afin de rendre

⁵³ Ce texte s'inspire largement d'un document rédigé par Eduardo Ferreira, CNTE Brésil, envoyé au coordinateur de l'étude le 21 janvier 2013. L'auteure adresse ses remerciements et sa reconnaissance à Juçara Vieira, CNTE Brésil, qui a fourni des informations et des commentaires supplémentaires.



l'école obligatoire de 4 à 17 ans et d'imposer un enseignement public gratuit. Le pourcentage du PIB consacré à l'éducation est passé de 3,9% en 2001 à 5,1% en 2010⁵⁴.

Loi sur le salaire minimum national pour les enseignants de l'éducation publique

Les postes, catégories et qualifications tout comme l'échelle des salaires et le nombre d'heures de travail des enseignantes et des enseignants de l'enseignement public sont déterminés par la loi. Il existe un plan de carrière au niveau fédéral pour les écoles techniques financées par l'Etat fédéral, 27 plans de carrière d'Etat et 5 568 plans de carrière municipaux. Selon la Constitution fédérale, les plans de carrière des agents publics relèvent de la responsabilité des Etats et des municipalités. Il existe un conseil national des Secrétaires de l'éducation, qui tient à jour une base de données sur les plans de carrière et les échelles de salaire actuels et sur les plans d'Etat à des fins comparatives⁵⁵.

L'une des priorités du gouvernement du Parti des travailleurs (PT) a été de relever la qualité de l'enseignement public en améliorant les conditions d'emploi et en attirant du personnel qualifié. En juillet 2008, la loi n° 11738 sur le salaire minimum national des enseignants de l'enseignement public élémentaire (*Lei Nacional do Piso do Magistério*) a été adoptée et prévoyait l'introduction d'un salaire national initial de 950 reales (environ 300 euros de l'époque), un temps de travail hebdomadaire de 40 heures au maximum, dont seulement les deux tiers devaient être des heures de cours. Le salaire minimum devait être revu chaque année en janvier et tous les pouvoirs publics concernés devaient revoir leurs plans de carrière et leurs échelles de salaire afin de les adapter au nouveau salaire minimum national au plus tard en janvier 2010⁵⁶.

L'introduction du salaire minimum national a, toutefois, suscité une résistance considérable au niveau des Etats et des municipalités et, en l'absence d'autres mécanismes de dialogue, les syndicats d'enseignants de la CNTE ont dû se mobiliser et mener des actions de grève pour faire appliquer la loi.

En 2011 et 2012, la CNTE a mené les grandes actions de grève suivantes :

- 2011** : Minas Gerais, 112 jours ; Rio Grande do Norte, 82 jours ; Maranhão, 77 jours ; Ceará, 63 jours ; Santa Catarina, 61 jours et Pará, 54 jours
- 2012** : Bahia, 115 jours ; Piauí, 80 jours ; District fédéral, 52 jours ; Goiás, 51 jours.

Un exemple qui illustre bien les raisons de ces grèves est celui du Minas Gerais, où les ajustements salariaux de 2010 ont été soumis à l'Assemblée législative en mars sans consultation préalable du syndicat (*Sindicato Único dos Trabalhadores em Educação de Minas Gerais-Sind-Ute*), qui n'a été informé de la proposition que par les médias⁵⁷. Cette

⁵⁴ Juçura Vieira, Vice-présidente de l'IE, CNTE Brésil.

⁵⁵ <http://consed.org.br/rh/resultados/2012/>

⁵⁶ http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2007-2010/2008/lei/11738.htm

⁵⁷ *Sindicato Único dos Trabalhadores em Educação de Minas Gerais* <http://www.sindutemg.org.br/novosite/conteudo.php?MENU=18&LISTA=detalhe&ID=124> consulté le 7 février 2013.

proposition était sensiblement inférieure au minimum national qui aurait dû être appliqué en janvier 2010 en vertu de la loi fédérale. Minas Gerais, l'un des États les plus prospères du Brésil, avec une croissance du PIB de 10,9% en 2010, se classait huitième du pays en terme de salaires d'enseignants les plus bas.

Liberté syndicale et négociation collective dans la fonction publique

La Constitution de 1988 et le code du travail protègent le droit de constituer des syndicats dans les secteurs public et privé, à l'exception de certains agents de l'État (forces armées, policiers en uniforme et pompiers). Les syndicats sont enregistrés auprès du ministère du Travail, avec un syndicat par secteur économique ou profession au sein d'un territoire, ce que l'on appelle le système «d'unicidade». Le gouvernement n'a pas encore ratifié la convention 87. La Constitution précise que le droit de grève des agents publics est régi par une loi spéciale, mais celle-ci n'a pas encore été élaborée. La Constitution prévoit, par ailleurs, que les salaires des agents publics sont fixés par la loi et ne mentionne pas le droit de négociation collective⁵⁸.

La CEACR de l'OIT a appelé le gouvernement à prendre des mesures afin d'autoriser la négociation collective pour les agents publics et a également pris note des limitations imposées au droit de négociation collective dans le secteur privé, étant donné qu'un accord peut être déclaré nul s'il est contraire aux politiques économiques ou financières du gouvernement⁵⁹.

Au niveau fédéral, depuis 2003, certains progrès ont été enregistrés dans le dialogue social entre le gouvernement et les fonctionnaires fédéraux. Au sein du ministère de la Planification, un nouveau poste de Secrétaire chargé des relations de travail dans la fonction publique a été créé. Celui-ci fera fonction de médiateur entre le gouvernement et les fonctionnaires. Un groupe de travail a été institué en 2007 afin de formuler des recommandations sur l'institutionnalisation de la négociation collective dans le secteur public, de réglementer le droit de grève et de mettre en place un système de négociations permanent dans l'administration publique fédérale⁶⁰. En 2012, le PROFEIS a négocié un accord salarial de trois ans avec les ministères de la Planification et de l'Éducation, qui a ensuite été transposé en projet de loi et soumis au Congrès national pour adoption⁶¹.

Le Président Lula a ratifié la convention 151 de l'OIT en 2010, réaffirmant ainsi le droit de constituer des syndicats dans la fonction publique, le principe de non-intervention des pouvoirs publics dans les affaires internes des syndicats et l'introduction de la possibilité de négociation collective dans le secteur public. Toutefois, à ce jour, le gouvernement n'a pas encore élaboré de projet de loi réglementant la négociation collective pour les agents

⁵⁸ *Droits des agents publics*, Cap. 7-11; http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm

⁵⁹ *Observation (CEACR)*, adoptée en 2011 et publiée en 2012
http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:13100:0::NO::P13100_COMMENT_ID:2698922

⁶⁰ <http://www.sindutemg.org.br/novosite/conteudo.php?MENU=1&LISTA=detalhe&ID=844>

⁶¹ <http://www.planejamento.gov.br/noticia.asp?p=not&cod=8715&cat=26&sec=11>



publics, en raison, essentiellement, des difficultés de parvenir à un consensus entre les centrales syndicales sur la question de l'«unicidade» et de la taxe syndicale⁶², à laquelle la CNTe et le CUT ne sont pas favorables⁶³.

Absence de protection juridique au niveau des Etats et des municipalités pour la négociation collective

Au niveau des Etats et des municipalités, les formes de négociation avec les syndicats des agents publics dépendent dans une large mesure de l'appartenance politique et des inclinations démocratiques des gouvernements élus, étant donné que la négociation collective n'est pas protégée par la loi. Nombreux sont donc les gouvernements qui refusent toujours de consulter les syndicats d'agents publics, y compris les syndicats d'enseignants, ou limitent les négociations avec ceux-ci.

L'absence de réglementation a créé une insécurité juridique et politique considérable, en particulier en ce qui concerne les grèves. Avant octobre 2007, le pouvoir judiciaire fédéral déclarait généralement illégales les grèves des employés des Etats ou des municipalités au motif qu'il existait un vide juridique. Ensuite, la CUT a saisi la Cour suprême fédérale d'une affaire qui a servi de test, avec pour résultat que le champ d'application de la loi régissant les grèves dans le secteur privé a été étendu au secteur public, de sorte que, désormais, au Brésil, toutes les grèves sont régies par la même loi fédérale, à savoir la loi n° 7783 de 1989⁶⁴.

Dans la pratique, la liberté syndicale des agents publics est largement respectée jusqu'à ce qu'une action de grève menace et que les autorités judiciaires déclarent la grève illégale. Néanmoins, dans certains cas, le gouvernement s'immisce dans les affaires internes des syndicats, comme au Minas Gerais, où le gouvernement a tenté d'empêcher des élections syndicales et où le pouvoir judiciaire de l'Etat n'a pris aucune mesure à l'encontre des autorités publiques⁶⁵.

Du fait de l'absence de négociation collective ou d'autres formes de consultation, des grèves assez étendues éclatent souvent dans l'enseignement public et des syndicats ou des dirigeants syndicaux individuels peuvent être sanctionnés par une amende pour ne pas avoir respecté la décision de justice. Un cas notoire est celui du Président de l'APEOESP⁶⁶ à Sao Paulo, qui a été condamné à payer près de 2 millions de dollars américains pour non-respect d'une décision judiciaire mettant fin à une action qualifiée

⁶² L'impôt syndical (*imposta sindical*) est un prélèvement obligatoire sur le salaire des travailleurs, versé une fois par an et équivalent à une journée de travail. Créé en 1943, il est réparti comme suit: 60% au syndical local, 15% à la fédération, 5% à la confédération, 10% à la centrale syndicale et 10% au Fonds social pour l'emploi du ministère du Travail.

⁶³ *Idem*, rapport d'Eduardo Ferreira, p. 1.

⁶⁴ *Idem*.

⁶⁵ *Idem*, rapport d'Eduardo Ferreria, p. 2.

⁶⁶ *Sindicato de Professores do Ensino Oficial do Estado de São Paulo*.

d'assemblée générale du syndicat. Le code civil peut également être utilisé pour interdire ou limiter les piquets au motif de protéger les biens⁶⁷.

Impact de la crise financière

Bien que le Brésil n'ait pas souffert de la crise financière dans la même mesure que les Etats-Unis ou l'Union européenne, il a dû sacrifier certaines politiques publiques afin de compenser la chute de ses exportations et de maintenir l'emploi. Le Brésil enregistre actuellement le plus faible taux de chômage de son histoire de post-industrialisation, avec 5,2% de chômeurs. Le gouvernement a réduit ou supprimé divers impôts en échange d'accords avec différents secteurs économiques clés afin de maintenir l'emploi et la demande des consommateurs.

BONNE PRATIQUE: LES CONFÉRENCES NATIONALES SUR L'ÉDUCATION

L'une des stratégies essentielles du gouvernement dirigé par le Parti des travailleurs a été l'ouverture de canaux de dialogue avec la société civile. En 2007, ce fut la conférence nationale sur l'enseignement élémentaire, en 2009 la conférence nationale sur l'enseignement technique et professionnel et en 2010, la conférence nationale sur l'éducation (CONAE). Chaque conférence nationale est précédée par des conférences au niveau des municipalités, des régions et des Etats. Les conférences sont des lieux de discussion et elles influencent et orientent les politiques publiques.

Un autre succès de la CONAE a été la création du Forum national sur l'éducation, qui coordonne la conférence et est représentatif de la communauté éducative. Le forum se réunit régulièrement et ses frais de fonctionnement sont pris en charge par le ministère de l'Education. L'idée est de reproduire ce système au niveau des Etats et des municipalités afin d'encourager le débat et la participation à l'élaboration des programmes d'éducation.

La CNTE a été un promoteur actif du nouveau plan national décennal pour l'éducation, actuellement à l'examen au Sénat. Sur les 3 000 amendements présentés sur le projet de loi sur le plan national pour l'éducation, plus de 2 000 émanent de la CONAE, dont la proposition majeure de consacrer l'équivalent de 10% du PIB à l'enseignement public. Parmi les objectifs du plan figurent la garantie d'un financement public adéquat du système éducatif pour les enfants de 4 à 17 ans, ainsi que des dispositions pour les enfants et les adultes qui n'ont pas eu accès à l'enseignement à l'âge adéquat. Le plan prévoit aussi la création de crèches en nombre suffisant pour répondre à la demande et des programmes pour accroître le nombre des 15-17 ans dans l'enseignement secondaire, qui ne représentent actuellement que 50% de ce groupe d'âge. Une autre demande est de parvenir à l'équivalence entre les salaires moyens des enseignants et ceux d'autres professionnels, parce qu'à l'heure actuelle, un enseignant gagne environ 40% de moins que d'autres professions ayant un niveau de formation analogue.

⁶⁷ Étude annuelle de la CSI sur les droits syndicaux, 2012, Brésil, <http://survey.ituc-csi.org/Brazil.html#tabs-3>



La CNTE a mobilisé un soutien en faveur du plan national d'éducation et de la mise en œuvre du salaire minimum national pour les enseignants. Des défilés ont été organisés dans la capitale fédérale, Brasilia, le Congrès national a été occupé et des manifestations se sont déroulées dans différents Etats. La lutte se poursuit avec une grève nationale de 3 jours en avril 2013 durant la Semaine d'action nationale pour une éducation de qualité.

Pour la CNTE, la priorité principale pour l'avenir proche sera de veiller à l'adoption d'une législation sur la négociation collective dans la fonction publique.

Dépenses d'éducation et croissance du PIB

% des dépenses publiques consacrées à l'éducation	% du PIB consacré à l'éducation	Croissance du PIB en %
2008: 17,4%	5,5%	5,1%
2009: 16,8%	5,6%	-0,2%
2010:		7,5%
2011:		2,7%

Source: Banque mondiale/Index Mundi